

Vers l'échec économique

Il n'y a pas d'issue pour l'économie française ni d'espoir pour les chômeurs si l'on ne renonce pas à la politique de déflation.

On attendait beaucoup du gouvernement socialiste, et en particulier qu'il prenne enfin au sérieux l'objectif de réduction du chômage de masse en infléchissant la politique macro-économique absurde et conservatrice qui en est la cause principale et qui s'incarne dans les critères arbitraires de Maastricht, totalement inadaptes aux besoins de l'économie française.

Le change surévalué, les taux d'intérêt d'intervention de la Banque de France sur le marché monétaire majorés en permanence pour soutenir le franc, l'alourdissement constant de la fiscalité découlant de la volonté prioritaire de réduire les déficits budgétaires aux 3% fatidiques, autant d'éléments d'une politique déflationniste poursuivie avec acharnement depuis le début de la décennie et qui a pour effet de déprimer la demande globale, de déséquilibrer les finances publiques et de décourager l'exportation tout en stimulant artificiellement la compétitivité des produits étrangers. Et ce, en des temps où l'inflation partout introuvable se situe, dans notre pays, à son plus bas niveau depuis quarante ans, c'est-à-dire pratiquement ramenée à zéro.

Malheureusement, le gouvernement Jospin a retenu ce qu'il y avait de pire dans la déplorable politique de son prédécesseur Alain Juppé: augmentation des impôts, raidissement monétaire pour coller à l'Allemagne, illusion de la réduction du temps de travail qui détruira à terme de nombreux emplois. L'éventail complet des mesures d'amplification du chômage est une fois de plus appliqué avec perversité à une économie exsangue.

Embellie externe

Par un coup de chance inespéré le deuxième semestre de 1997 a été marqué par une très légère amélioration. La hausse du dollar, qui se traduit en fait par une baisse du franc et du mark, a donné un peu d'oxygène à notre économie, tandis que la forte croissance mondiale d'avant la débâcle asiatique permettait de compenser en partie l'atonie persistante de la demande intérieure émanant des ménages et des entreprises par une demande extérieure plus soutenue.

Mais au total la croissance française, dans ces circonstances internationales très favorables, n'aura pas dépassé les 2,3 % l'an dernier, ce qui ne suffit même pas à enrayer la montée du chômage, sauf artifices comptables, manipulations diverses et "traitement social" qui consiste à étouffer l'expression des symptômes pour ne pas avoir à s'interroger sur les causes. Ceux-là même qui prônent la politique suicidaire et déflationniste du franc "fort" ont été sauvés, temporairement, par la baisse de notre devise vis-à-vis notamment du dollar, et ont salué avec

enthousiasme la remontée de ce dernier ce qui démontre leur complète incohérence intellectuelle. Car on ne peut soutenir à la fois que le franc fort est bon pour l'économie et les Français et que la hausse des autres monnaies par rapport au franc est une bénédiction !

Cependant, par définition, la chance n'a qu'un temps. L'environnement international est en voie de dégradation rapide et le seul moteur actif des économies allemande et française se grippe sous nos yeux. La crise en Asie prend des proportions inquiétantes et compromet inévitablement le dynamisme américain et ce qui restait de croissance en Europe continentale. Ici les bénéficiaires de l'effet dollar ont été pour l'essentiel engrangés et l'on ne s'attend pas à ce que le billet vert s'apprécie beaucoup plus qu'il ne l'a déjà fait. C'est le moment où le lancement officiel de l'Euro et la prise des commandes par la Banque Centrale Européenne, qui doit encore faire ses preuves et établir sa réputation, laissent augurer d'une aggravation de la politique monétaire restrictive sur notre continent.

Dans ces conditions il est pratiquement exclu que la croissance française puisse atteindre la prévision officielle des 3 % pour 1998. Il n'y a plus que M. Strauss-Kahn pour le croire, peut-être. Les conjoncturistes privés qui situaient déjà leurs estimations un peu en retrait, à 2,8 % dans la phase d'euphorie sur commande d'avant l'été, ont dû en rabattre et revenir, à la suite du Crédit Lyonnais et de l'Ocde à 2,5 % en octobre-novembre. Dans un débat à la Caisse des Dépôts en décembre j'indiquais que nous aurions bien de la chance si nous parvenions à 2%. Chiffre qu'évoque aujourd'hui Philippe Lefournier dans l'Expansion.

Aléas et politique

Comment expliquer un tel écart entre les jugements ? Il est notoire que les prévisions économiques ne sont pas fiables et les marges d'erreur énormes, souvent de l'ordre de 50% ou davantage. C'est que la croissance économique évolue à court terme, comme les cours boursiers et les taux d'intérêt, de façon aléatoire en raison de la multiplicité presque infinie des influences qui s'exercent sur elle, depuis un choc pétrolier jusqu'à un krach boursier ou une crise de change. La liste même de ces facteurs est imprévisible. Dans ce cas, la prévision la plus fondée de la croissance de demain ... c'est la croissance d'aujourd'hui. A laquelle j'ajouterai le correctif tenant au sens et à l'orientation des politiques gouvernementales et de l'économie internationale tels que nous les observons instantanément.

Comme nous l'avons vu plus haut la politique conservatrice des socialistes exerce sans ambiguïté aucune un effet déflationniste sur l'économie française tandis que l'environnement international se fait moins favorable. La croissance d'hier étant de 2,3 % il me paraît nécessaire de corriger d'au moins 0,3 % pour l'effet de la déflation asiatique et encore de quelques dixièmes pour la déflation socialiste. D'autant que le gouvernement risque d'avoir à alourdir une fois de plus la fiscalité en cours d'année dans la mesure où il a établi ses prévisions de recettes sur l'hypothèse artificiellement élevée de 3 % de croissance pour l'exercice.

Nous allons directement à l'échec économique. Beaucoup de Français le savaient mais ont été

surpris par l'embellie inattendue du printemps et de l'été. Les chômeurs le comprennent parfaitement qui vivent cette catastrophe, inacceptable parce qu'évitable, au quotidien. Ils limitent leurs revendications justifiées à des demandes d'aides directes. Mais la solution est ailleurs. Elle ne peut venir que de la croissance. Elle consiste à rompre avec la politique déflationniste de change, monétaire et fiscale qui plombe notre économie depuis 1990. Elle peut être mise en œuvre. Elle est à portée de main. Elle est d'abord macro-économique. Encore faut-il que nos dirigeants - l'on n'ose pas dire nos responsables - s'arrachent à l'aveuglement volontaire et complice dans lequel ils se complaisent.

JJR